

Société d'histoire moderne et contemporaine (France). Revue d'histoire moderne et contemporaine (1954). 1974/01-1974/03.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

\*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

\*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

\*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

\*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [reutilisation@bnf.fr](mailto:reutilisation@bnf.fr).

## LA RÉSISTANCE AU COUP D'ÉTAT EN PROVINCE ESQUISSE D'HISTORIOGRAPHIE

De quand date l'historiographie de ces événements ? il paraît d'abord évident que le débat historique est né, avec la liberté d'expression, dans les dernières années du Second Empire. Les récits de témoins ou les ouvrages de pure polémique qui ont été publiés, en France ou à l'étranger, avant cette époque relèvent de tout autre genre : mémoires ou pamphlets.

Toutefois ils ne sont pas étrangers à notre propos parce que les arguments apparus au cours de ces échanges d'insultes sont pratiquement les mêmes qui devaient s'opposer, sous une forme un peu plus élaborée ou atténuée, dans les discussions d'historiens. Disons-le tout de suite, quitte à anticiper sur notre exposé, la thèse de la *Jacquerie paysanne* formulée dès la mi-décembre 1851 par les auteurs du coup d'État devait rester au centre de l'historiographie conservatrice, et la thèse de la *lutte pour le Droit*, mot d'ordre des insurgés eux-mêmes, devait constituer l'essentiel de l'historiographie républicaine, bientôt devenue officielle, dans l'État et prépondérante dans l'Université.

L'historiographie de décembre 1851 a été aussi clairement et tenacement politique que celle de la grande Révolution, ou que celle de la Commune. Il n'y a pas lieu au reste de s'en étonner.

### I. LES PREMIÈRES POLÉMIQUES SOUS L'EMPIRE

Les conservateurs ont seuls la parole en France sous la dictature du Président, puis sous l'Empire autoritaire ; surtout ils sont les seuls à pouvoir s'appuyer sur des témoignages provinciaux. Les républicains qui écrivent de l'exil, Victor Hugo<sup>1</sup>, Victor Schoelcher<sup>2</sup>, Marc Dufraisse<sup>3</sup>, outre qu'ils ont tendance à colorer leurs écrits de leurs propres convictions, celles du libéralisme à l'état pur, ont eux-mêmes vécu la résistance à Paris, c'est-à-dire dans la ville où elle fut le plus clairement et notoirement politique. Les faits troublants survenus au fond des campagnes leur avaient échappé, ils n'étaient pas en état d'en débattre, et ils les rejetaient a priori comme autant d'inventions calomnieuses<sup>4</sup>.

1. *Napoléon le petit*, Londres, 1852.

2. *Histoire des crimes du Deux Décembre*, 2 vol., Bruxelles, 1852.

3. *Le Deux Décembre devant le code pénal*, Madrid, 1853 (sans nom d'auteur).

4. Voir par exemple dans *Napoléon le petit* les pages 25, 53 et *passim* (nous citons d'après l'édition Rouff des œuvres complètes).

Le parti de l'Ordre au contraire en multipliait les récits, qui étaient des récits d'horreur<sup>5</sup>. Ici un bourgeois assassiné, là un gendarme massacré, un peu partout les courriers interceptés et fouillés, des visites domiciliaires, des réquisitions de fusils, de pain, de vin, de fourrage, parfois des prises d'otages. Et puis des drapeaux rouges, des cris de « vive la République ... démocratique et sociale », des aspirations aussi basement matérielles que l'abolition des droits réunis, bref un arrière-plan de rancœur sociale et économique qui fleurait le « socialisme ». Au reste, les exactions elles-mêmes étaient du « socialisme ». Car il y a une continuité parfaite entre la vision du mouvement de décembre 1851 donnée par le parti de l'Ordre et toute la propagande politique que ce même parti menait depuis 1848 : toute propriété étant sacrée, toutes les atteintes à la propriété sont également coupables et sont par conséquent apparentées. Le socialisme est du vol, et le vol est du socialisme. Le mouvement de décembre 51 apparaissait donc comme « socialiste » par maints apports qui — de ce point de vue — se confirmaient entre eux : échos des revendications démoc-soc, hostilité contre l'État et la Richesse, « incendie, pillage et dévastation ». L'accusation de « jacquerie » et celle de « socialisme » étaient profondément parentes, à cette seule nuance près que « jacquerie » était censé exprimer la forme la plus primitive, la plus redoutable et la plus coupable du socialisme.

Or c'est d'elle qu'il s'agissait surtout, et la bonne conscience des conservateurs s'étayait de considérations, effectivement impressionnantes, de géographie et de sociologie différentielles.

On ne saurait le proclamer trop haut, ce n'est pas du sein des grandes villes que surgirent les passions sauvages qui s'attaquaient au principe même de la société. Dans la Provence comme dans le Languedoc, ce fut une partie des populations rurales les plus étrangères au mouvement intellectuel du pays qui parut alors en proie à des aveuglements sans nom<sup>6</sup>.

En clair, Audiganne oppose la sagesse de l'ouvrier de Marseille, à la rébellion unanime des cent cinquante paysans de Baudinard (Var) dont toute la politique se bornait depuis un demi-siècle à revendiquer la forêt du duc de Sabran... Encore ces villageois ignorants étaient-ils excusables, du point de vue des conservateurs mêmes. Mais qu'il s'agisse de révoltés venus du fond des bois ou de repris de justice remontés des bas-fonds sociaux<sup>7</sup>, le principe était le même : une lutte de subversion sociale dont le combat pour la Constitution violée n'était que le prétexte ou l'occasion.

A la fin du Second Empire pourtant, dans un climat politique nouveau, les publicistes républicains sont à leur tour en état de sillonner la province

5 Généralement à l'échelle locale ou régionale. Exemple caractéristique, Hippolyte MAQUAN, *L'Insurrection du Deux Décembre 1851 dans le Var, trois jours au pouvoir des insurgés, Pensées d'un prisonnier*, Draguignan, 1853 (378 p.), (réédition en volume d'une série de récits parue dans la presse dès le début de 1852).

6. AUDIGANNE, *Les Populations ouvrières de la France* (1854), t. II, p. 272.

7. « Les bandes dans lesquelles Martin s'était enrôlé se composaient de quelques fanatiques seulement ; le reste était un ramassis de voleurs et de repris de justice » (J. CAUVIÈRE, *Le Caducée, Souvenirs marseillais, provençaux et autres*, Marseille, M. Olive, 1878-1887. II volumes, t. IV, p. 83).

et d'enquêter auprès des témoins de l'insurrection. L'ouvrage d'Eugène Ténot, *La Province en 1851* publié en 1865, est assez sérieux pour être considéré à la fois comme un élément de polémique antibonapartiste et comme le point de départ d'une historiographie digne de ce nom<sup>8</sup>.

Républicain comme Hugo ou Schoelcher, Ténot juge comme eux que le coup d'État fut un crime contre le Droit, et la résistance un acte de justice. Mais surtout, enquêteur laborieux, il est en état de montrer que telle fut bien la motivation des insurgés dans leur immense majorité, et que l'on trouvait à leur tête les militants les plus chevronnés et les plus désintéressés du parti démocratique, qui étaient souvent des bourgeois aisés, nullement déclassés ou aigris. Abordant la question des violences il n'avait nulle peine à faire apparaître : 1°) que les violences commises par les insurgés étaient de rares exceptions, et non la règle ; 2°) que la plupart des détails scabreux dont la propagande de l'ordre les avait enjolivées étaient faux ; 3°) et surtout que ces violences étaient infiniment dépassées par celles d'une répression massive et inique. Quant à la question du vol, il ressort clairement de ses récits que le vol caractérisé fut infiniment rare, et que les conservateurs appelaient abusivement vol et pillage les actes de réquisitions d'armes et de vivres auxquelles procèdent normalement toutes les troupes armées en campagne. Légitime ou illégitime, cette pratique relève de l'art militaire et non du « socialisme ».

Sur les autres aspects de l'argumentation conservatrice, Ténot était moins à l'aise (nous y reviendrons). Reste que, par son étude sérieuse de la matérialité des faits, il avait donné à la thèse républicaine un avantage décisif, celui de l'honnêteté élémentaire opposée à la calomnie. C'est avec cette bonne conscience, dans le domaine historique comme en bien d'autres, que les républicains ont engagé le combat contre l'Empire. Ténot n'était en effet que le chef de file de toute une série d'historiens<sup>9</sup>, dont les efforts convergeaient avec ceux de Gambetta plaidant au procès Baudin ou du jeune Zola écrivant *La Fortune des Rougon*.

## II. RÉPUBLICAINS ET CONSERVATEURS FACE A FACE SOUS LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE, ET LES SUIVANTES

La victoire de la République au Quatre Septembre ayant paru remise en cause par l'ordre moral, et les gens de l'ordre moral ayant plus d'un trait commun avec le bonapartisme, il est bien naturel que la bataille historiographique autour du coup d'État ait été relancée dans les années 70. L'année du « 16 mai », en particulier, voit apparaître à la fois une

8. Le gouvernement impérial en fournit involontairement la preuve : une circulaire confidentielle du ministre de l'Intérieur ordonne en 1868 aux préfets d'enquêter à leur tour sur ces événements, dans le but évident de prendre Ténot en flagrant délit de mensonge, et d'en faire écrire une réfutation éclatante. Or les préfets ne purent rien apporter de substantiel, et le projet n'eut pas de suite. — Il a été révélé et analysé par Georges BOURGIN dans un article intitulé : « Les préfets de Napoléon III, historiens du coup d'État », *Revue historique*, 1931, p. 274-289 (d'après le dossier Arch. Nat. F 18-308).

9 Par exemple pour le Var, Noël BLACHE, dont l'*Histoire de l'insurrection du Var en décembre 1851* paraît en 1869 (Paris, chez Le Chevalier).

Beaucoup plus connu. Taxile Delord, à la même date, s'en tient à discuter le coup d'État à Paris, sans aborder la province.

réédition de Ténot, et une amplification de *Napoléon le petit* sous le titre d'*Histoire d'un crime*, sans compter bien des écrits mineurs.

Ensuite, mieux assurée, et définissant explicitement son éthique et sa politique par opposition au bonapartisme, la III<sup>e</sup> République donne à la thèse de la lutte pour le droit un caractère véritablement officiel. Les survivants de l'insurrection de décembre 1851 se voient décerner une décoration, comportant au bout d'un ruban rouge à liseré noir une médaille dont l'avvers montre une effigie avec les mots *République française*, et le revers le nom du titulaire entouré des formules *Défenseur du Droit* et *Victime du 2 décembre 1851*<sup>10</sup>.

Tel est également le ton des monuments commémoratifs, aux citoyens tombés pour « la loi, le droit et la République » (Les Mées, Basses-Alpes), pour « la défense des lois et de la République » (Aups, Var), pour « la défense de la République » (Crest, Drôme), pour les « Martyrs du Droit et en mémoire de la résistance légale au coup d'État du 2 décembre 51 » (Clamecy, Nièvre)<sup>11</sup>. Telle est enfin la thèse qui recevra la caution de l'Université, avec la solide contribution de Charles Seignobos dans *l'Histoire de France contemporaine* de Lavis (tome VI paru en 1921). Non pas certes parce que l'Université (« bourgeoise » ou « étatique ») aurait une idéologie officielle à répandre ! pas tellement non plus parce que Seignobos et beaucoup de ses collègues étaient à titre personnel sincèrement et fermement républicains. L'essentiel est sans doute que, historiens de formation « positiviste », plus portés à valoriser « l'établissement des faits » qu'à longuement débattre d'interprétations, ils ne pouvaient que trouver évidente la supériorité des récits pondérés à la Ténot sur les diatribes sociologisantes des monarchistes. C'est évidemment ce qui explique l'adoption, pour l'essentiel, de la thèse républicaine par tel historien professionnel dont le ton général laisse transparaître des opinions d'un scepticisme plutôt conservateur<sup>12</sup>.

Nous reviendrons tout à l'heure sur l'image du mouvement donnée par Seignobos, et sur ses limites. Il faut pourtant souligner tout de suite la constance de cette tradition historique surtout cultivée à gauche et qui, en présence d'une tradition de droite tout aussi tenace, a maintenu jusqu'à nos jours le thème fondamental (et juste — pour l'essentiel) de la lutte pour le Droit, en rejetant comme infamante toute allusion sociale susceptible de renvoyer à la jacquerie. On peut ainsi aligner sans hésiter à la suite de Ténot et de Seignobos, et Georges Bourgin (1947)<sup>13</sup>, et M.

10. Nous décrivons d'après l'une de ces médailles qui nous a été montrée par un petit-fils de victime, originaire de Saint-Raphaël (Var).

11. Nous citons les inscriptions d'Aups, les Mées et Crest par observation directe, et Clamecy d'après *l'Histoire* de P. de la GORCE, citée *infra*, t. II, p. 557 note (avec un commentaire furieusement hostile).

A Neuvy-sur-Loire (Nièvre), on est plus sobre « A la gloire des martyrs du 2 décembre 1851 — 1792, 1848, 1870 », ces trois dernières dates suffisant à marquer d'ailleurs qu'il s'agit bien de républiques (observation directe).

12. Nous pensons à René ARNAUD, *Le Coup d'État du 2 Décembre*, Paris, Hachette, 1926 ; voir notamment les pages 94-104 et 107.

13. 1848, *Naissance et mort d'une République*, Paris, Les Deux Sirènes, 1947, voir p. 144.

Henri Guillemin<sup>14</sup>, et M. Georges Conchon<sup>15</sup>, sans oublier les érudits locaux et régionaux<sup>16</sup>. Fort différents les uns des autres d'âge, de formation et d'opinion même, et capables de révéler ces différences à propos d'événements clefs comme les journées de juin, les historiens de la famille République-Université se retrouvent d'accord sur les modestes événements provinciaux de décembre 51 pour en faire un récit sommaire assorti d'une sèche condamnation de la calomnie bonapartiste.

C'est que celle-ci a la vie dure. Reprenons l'examen de cette filière parallèle à la précédente.

Au début de la III<sup>e</sup> République la thèse de la jacquerie avait reçu son énoncé le plus éloquent et sa caution la plus impressionnante sous la plume d'Émile Ollivier, au tome II de *L'Empire libéral*<sup>17</sup>. Ce n'était pas ses meilleures pages d'historien ; emporté par son irritation contre les républicains, l'ancien ministre de l'Empire libéral répétera à peu près sans nuances les calomnies qui avaient cours sous l'Empire autoritaire. C'est à Pierre de la Gorce<sup>18</sup> qu'il appartenait, à la même époque, de donner de la thèse conservatrice une version plus nuancée. Il abandonne l'accusation de « jacquerie », au sens où elle signifierait explosion de haines, de meurtres, de viols et de pillages. Il renonce donc aux calomnies, quant aux faits. Mais il ne renonce pas, quant à l'inspiration, au thème de la rancœur sociale et du soulèvement social. Les insurgés sont, fondamentalement, « les paysans ». Ces paysans n'ont pas pu être réellement mobilisés par l'idée de Constitution, donc (l'a priorisme ici est évident) ils n'ont pu l'être que par un espoir égalitaire. « Crédules, ignorants, supportant mal leur pauvreté, les paysans s'étaient donnés sans peine à qui les éblouissait par la perspective du partage des terres et de la suppression des impôts ». Car telle était la République que leur présentaient les propagandistes du parti, « gens besogneux, déclassés ou tarés », voire même bourgeois, « quelques notables, médecins, magistrats même, gens ambitieux et pusillanimes ». Et cela était le « socialisme ».

C'est encore à cette interprétation qu'aboutissait un conservateur pourtant fort sensible aux valeurs libérales comme le duc de Broglie en écrivant : « ... des mouvements analogues (à ceux de Paris), mais ceux-là avec une couleur tout à fait socialiste, avaient éclaté dans les provinces, dans les Basses-Alpes et le Var, et dans quelques villes du Nivernais<sup>19</sup>. Comme on

14. *Le Coup du Deux Décembre*, Paris, Gallimard, 1951 ; voir p. 409 — M. GUILLEMIN qui a renouvelé à divers égards l'histoire centrale et parisienne de la Seconde République a porté sur la province une attention évidemment moindre.

15. *Nous, la Gauche devant Louis Napoléon*, Paris, Flammarion, 1969, voir pages 161-167. Sympathique ouvrage de plété républicaine, sans problématique moderne, du reste sans prétention érudite.

16. A titre d'exemple Victor FOURNIER, *Le Coup d'État de 1851 dans le Var*, Draguignan, 1928 ; Aimé AUTRAND, « La résistance vauclusienne au coup d'État », *Annuaire du département du Vaucluse*, 1951.

17. P. 509-526.

18. *Histoire de la Seconde République française*, Paris, Plon, 1887, t. II, p. 542 sq.

19. *Mémoires du duc de Broglie, 1825-1870*, Paris, Calmann-Lévy, 1938, p. 251. L'ensemble du développement est très nuancé. Le passage cité se poursuit ainsi : « A Clamecy en particulier, je ne sais s'il faut dire les insurgés — car ce n'était pas la loi, mais une illégalité au contraire contre laquelle ils protestaient, cependant quel autre nom leur donner ? — furent un instant maîtres de la ville et se livrèrent à des pillages et à des massacres », etc.

le voit « socialisme » est désormais le diagnostic des conservateurs modérés : c'est en somme la thèse de la jacquerie purgée de ses principales outrances. Cette thèse de droite, plus favorable à Bonaparte qu'aux insurgés, se prolonge elle aussi jusqu'à notre époque, et parfois même en rappelant davantage la hargne des années 50 que la sérénité académique. On en trouve des exemples typiques dans le *Deux Décembre* de Pierre Dominique (1961)<sup>20</sup> et dans les *Mensonges sur le Second-Empire* de J.-B. Barbier (1959)<sup>21</sup>.

On ne s'en étonnera guère, l'affrontement entre gauche et droite étant toujours présent, et la coutume de puiser des arguments ou des armes polémiques dans l'histoire étant toujours vivace.

### III. RÉPUBLIQUE ET SOCIALISME, UN AUTRE FACE A FACE ?

La France est centre-gauche, dit-on quelquefois. Telle fut en tout cas longtemps la tendance politique majoritaire, qui implique une sorte de lutte sur deux fronts, front principal contre la droite autoritaire et conservatrice, front secondaire contre l'extrême gauche socialiste. Il y a bien là une clef pour notre débat historiographique.

Tout se passe en effet comme si les historiens républicains de la fin du siècle dernier avaient tenu d'une part à laver l'honneur des insurgés de décembre contre des calomnies infamantes, mais d'autre part à empêcher que la coloration populaire et revendicatrice de leur mouvement puisse être appelée en caution par les partis de révolution sociale. Car si pour certains (Ollivier, La Gorce, Broglie) « socialisme » est péjoratif, il en est d'autres pour qui le socialisme est un mérite. En déniait tout caractère socialiste à l'insurrection de décembre 51, l'historiographie gambettiste et radicale faisait en quelque sorte coup double, accablant les réactionnaires et désarmant d'avance les révolutionnaires.

Ainsi pourrait s'expliquer l'insistance, sensible chez Ténot, chez Seignobos et chez leurs émules provinciaux, non seulement à établir la vérité des faits mais à minimiser les aspects socio-économiques du mouvement. La lutte des classes est désavouée du même élan (d'indignation) que la jacquerie.

Ainsi s'explique l'insistance sur la moralité des insurgés : ils n'étaient pas des pillards, ils respectaient la propriété, et l'anecdote édifiante de fleurir. Ainsi s'explique encore l'insistance sur le caractère socialement mixte du soulèvement. « Les paysans », disait la Gorce ; mais Seignobos réplique : après tout, dans la grande statistique des insurgés frappés par la répression, il n'y a pas un tiers de paysans...<sup>22</sup>. La majorité ajoute-t-il consistait en ces artisans de bourgs et des petites villes « qui ont formé jusqu'aujourd'hui le gros du parti radical ». Plus clairement encore, tel historien républicain de province montera en épingle le cas de deux maçons du Luc fusillés fraternellement côte à côte par les soldats, l'un était

20. Collection « Présence de l'Histoire », Paris, Perrin, 359 p. Rééd. en 1965.

21. Paris, La Librairie française ; voir p. 264-279.

22. Il s'agit du célèbre registre conservé aux Archives Nationales sous la cote BB 30 424. Nous avons démontré que cet argument de Seignobos n'est pas convaincant. La statistique de la répression n'est pas représentative du mouvement, car les poursuites ont laissé échapper beaucoup de paysans et recherché au contraire notables et militants instruits avec un grand acharnement. Voir notre *République au village* (Plon, 1970), p. 447 et suiv.

le patron l'autre son ouvrier<sup>23</sup> ; mais on glissa longtemps sur le cas des ouvriers bouchonniers qui s'insurgèrent en masse en emmenant comme otages les patrons.

Rien cependant n'est plus significatif que la querelle du drapeau rouge, car l'objection était de taille. Beaucoup d'insurgés l'arboraient en effet dans le Midi, c'est certain, et les historiens conservateurs en firent grand état, comme une preuve de plus que le mouvement était bien jacquerie — socialisme — sang — lutte de classes. Vers 1890, la chose était gênante à reconnaître, car si le drapeau rouge inspirait toujours autant de répulsion à droite, il avait désormais à l'extrême gauche des adeptes en nombre croissant, qui pouvaient être tentés de dérober à la République en place ses ancêtres et ses martyrs. On s'emploie donc du côté républicain à démontrer que le drapeau rouge de 1851 n'a pas le même sens que celui du socialisme post-communaliste. « Il n'était pas un emblème du sang. Il signifiait République, comme le drapeau blanc signifiait légitimité »<sup>24</sup>.

L'argument n'est pas négligeable, d'ailleurs : le fait est que les partis en présence, dans le Midi surtout, sous la Seconde République, s'appelaient très usuellement « les Rouges » et « les Blancs ». Les emblèmes de couleur n'étaient que la traduction visuelle de ce langage banal. Arborer un drapeau rouge, c'était donc se marquer comme rouge, c'est-à-dire républicain en opposition au parti blanc, et non pas proposer consciemment une substitution au drapeau tricolore. La thèse est un peu forcée sans doute<sup>25</sup>, mais non pas radicalement fautive. Personne ne peut soutenir en effet que le démocrate-socialiste de 1851 eût la même doctrine que le guesdiste de 1890. Reste que le souci explicite de minimiser leur éventuelle parenté est bien significatif de l'esprit des républicains de 1890.

Cette analyse nous aide à mieux définir l'apport du courant historiographique majeur, celui de Ténot et de Seignobos : impeccable dans l'établissement des faits, mais refusant un éclairage matérialiste qui leur paraissait à la fois réactionnaire et révolutionnaire, ces historiens ne pouvaient donner qu'une interprétation unilatérale, simplifiée, transparente des motivations des insurgés.

Unilatéraux, certes, les conservateurs l'étaient aussi. Matérialistes à leur façon, il leur paraissait impossible que des paysans eussent assimilé la politique républicaine, et connu l'article 68 de la Constitution. Ils ne voyaient les paysans que pauvres et avides, mais cela, ils le voyaient bien.

Il était donc inévitable que l'historiographie plus ou moins éclairée de socialisme opère — par une sorte de spirale dialectique — un certain retour vers les positions des conservateurs, ou du moins vers les séries de réalités soulignées par eux.

23. Voir Noël BLACHE, cité *supra*, n. 9, et Ch. DUPONT, cité *infra*, n. 24.

24. La formule est déjà dans Noël BLACHE (*op. cit.*, p. 78) qui est de 1869. Mais le thème est repris avec une attaque anti-socialiste explicite, chez le radical Charles Dupont, *Les Républicains et les monarchistes dans le Var en 1851* (Paris, Baillière, 1883), qui écrit en 1881.

25. Encore qu'elle ressemble beaucoup à l'interprétation donnée par Louis Blanc de la célèbre affaire du drapeau rouge de février 1848. Voir Louis BLANC, *Pages d'histoire de la révolution de février*, Paris, Bureau du Nouveau Monde, 1850, p. 42-43.

Dès 1873 d'ailleurs, un publiciste républicain et libre penseur, du nom de J.-G. Prat<sup>26</sup>, surtout connu, semble-t-il, comme philosophe, avait écrit une histoire du mouvement dans le Var en la faisant précéder de l'intéressant commentaire bibliographique suivant : de Noël Blache, grands éloges ; Eugène Ténot ? « ouvrage courageux, ouvrage excellent mais un peu bourgeois d'allure », et Hippolyte Maquan ? calomniateur abominable, mais témoin le plus précieux et peut-être le plus significatif...

#### IV. VERS UNE COMPRÉHENSION SOCIALE DU MOUVEMENT

Il fallait sans doute être soi-même socialiste pour pouvoir observer le mouvement populaire d'un regard à la fois lucide et sympathique : sympathique pour sa finalité et sa moralité, comme l'était dès l'origine la tradition républicaine, lucide sur ses composantes économiques et ses aspects de lutte de classe comme l'avaient été à leur manière les conservateurs.

I. Tchernoff<sup>27</sup>, dont — à vrai dire — nous ignorons quelle était l'opinion politique personnelle, a donné ainsi d'excellentes analyses sur la façon dont quelques aspirations économiques avaient été intégrées dès avant 1851 au programme et à l'idée de république, et sur la façon dont ce qu'il y avait de mouvement ouvrier organisé en province était devenu le plus solide élément du parti.

Chose curieuse, dans l'*Histoire socialiste* dirigée par J. Jaurès, Georges Renard, auteur du volume sur *La République de 1848*, est encore d'un républicanisme assez classique, proche de Seignobos<sup>28</sup>. En revanche l'auteur du *Second Empire*, de la même collection, Albert Thomas, reprend longuement et magistralement le problème<sup>29</sup>. Oui, il y a des aspirations sociales pressantes, et qui ont donné souvent l'impulsion majeure aux ouvriers et aux paysans : mais ils savaient déjà assez de politique pour comprendre que la république préservait le moyen de lutter pour faire aboutir ces revendications, alors que le coup d'État allait les refréner en renforçant le pouvoir des puissances économiques locales de toute nature. Donc, déjà, une liaison de la république au socialisme comme du moyen à la fin ? Soit, et peut-être quelque chose de plus intime et de plus général à la fois, l'idée que la république par essence ne saurait être autre chose que le Bien du peuple. « Tant il est vrai (écrivait A. Thomas à l'issue de son récit du cas de Bédarieux) que dans l'esprit de tous ces hommes qui attendaient et préparaient le renouveau républicain de 1852, la forme politique républicaine et les revendications sociales traditionnelles, inconsciemment demeuraient inséparables »<sup>30</sup>.

On tient ici la clef de l'explication. Pas d'alternative : lutte pour le Droit ou bien lutte des classes ; nécessité de penser ensemble ces deux aspects du mouvement.

26. *Les Exploits du Deux-Décembre (récits d'histoire contemporaine)*, Paris, Lachaud, 1873.

27. *Le Parti républicain au coup d'État et sous le Second Empire*, Paris, 1906. Voir notamment l'Avant-propos, les pages 32, 155 et *passim*.

28. Paris, J. Rouff, s.d. (vers 1900) ; voir par ex. p. 223.

29. Paris, J. Rouff, s.d. (même époque).

30. *Op. cit.*, p. 404.

Il n'y avait plus qu'à poursuivre dans cette voie, en s'efforçant d'affiner et de nuancer l'analyse, par une connaissance toujours plus poussée de l'histoire du mouvement ouvrier sous la Seconde République (Georges Duveau)<sup>31</sup> ou même des antécédents agraires plus lointains (Albert Soboul<sup>32</sup>, Jean Dautry)<sup>33</sup>.

On en était là au moment du centenaire (vers 1948), et tel était vers cette époque l'apport décisif des courants de pensée socialistes (au sens le plus large du mot). C'est alors que le relais historiographique fut pris par les chercheurs qui s'engageaient — notamment sous l'impulsion d'Ernest Labrousse — dans des travaux d'histoire sociale totale menés avec le maximum de détails dans les cadres départementaux ou régionaux. Là où ces « thèses départementales » ont rencontré une insurrection massive (celle de Ph. Vigier dans la « Région alpine »<sup>34</sup>, celle de la regrettée Ch. Marcilhacy dans le Loiret<sup>35</sup>, la nôtre dans le Var<sup>36</sup>) elles n'ont pu que confirmer et qu'illustrer, chacune à leur manière, ces deux grandes vérités solidaires : pureté, authenticité du mouvement républicain — et rôle considérable des problèmes économiques et sociaux dans la prise de conscience des masses<sup>37</sup>.

Depuis quelques années commencent à paraître des ouvrages synthétiques sur la Seconde République qui tiennent compte de ces travaux fragmentaires et qui donnent par conséquent de la province en décembre 1851 des vues moins rapides et moins partielles qu'autrefois<sup>38</sup>.

Ce n'est pas à dire que la recherche soit épuisée.

Bien des régions insurgées attendent encore une étude moderne.

Là même où le mouvement est bien connu à la fois dans ses aspects événementiels et dans ses motivations socio-économiques, il reste à analyser bien des aspects formels (structure d'organisation ; chefs et cadres ; traditions de la Première République et autres aspects des mentalités, etc.).

Reste surtout le problème majeur de la géographie de l'insurrection, qui renvoie à la géographie de l'opinion elle-même. Pourquoi la France rouge, la France rebelle, ne fut-elle qu'une partie de la France ? Pour trouver ici des réponses, il conviendra certainement de dépasser, dans la durée, les brèves années de la Seconde République, et de chercher, aussi, peut-être, d'autres clefs que socio-économiques.

Maurice AGULHON.

31. *La Vie ouvrière sous le Second Empire*, Paris, Gallimard, 1947.

32. Dès 1948, dans un article remarqué de *La Pensée*, « La question paysanne en 1848 », réimprimé dans *Paysans, sans-culottes et jacobins*, Paris, Clavreuil, 1966.

33. *La Révolution de 1848 en France*, Paris, éd. Hier et aujourd'hui, 1948, rééd. en 1957 sous le titre *1848 et la Deuxième République*.

34. *La Seconde République dans la région alpine*, Paris, P.U.F., 1963, 2 vol.

35. *Le Diocèse d'Orléans au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Sirey, 1964. Et voir aussi du même auteur « Les caractères de la crise sociale et politique dans le département du Loiret de 1846 à 1852 », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1959, p. 5.

36. *La République au village*, Plon, 1970.

37. N'oublions pas malgré sa forme plus modeste la « Note sur les fondements sociaux de l'insurrection de décembre 1851 en province » de Claude LÉVY, dans *L'Information historique*, sept.-oct. 1954.

38. A. DANSETTE, *Louis-Napoléon à la conquête du pouvoir*, Paris, Hachette, 1961. Ph. VIGIER, *La Seconde République*, Paris, P.U.F., coll. « Que sais-je ? », 1967. Louis GIRARD, *La Seconde République*, Paris, Calmann-Lévy, 1968. — Cette problématique sociale récente est aussi excellemment assimilée au-delà de nos frontières, par exemple chez R. PRICE, *The French Second Republic, a Social History*, Londres, 1972.

## UNE SOURCE POUR L'HISTOIRE DU SECOND EMPIRE : LES SOUVENIRS DU GÉNÉRAL DESVAUX

Je crois qu'il est utile pour l'historiographie du Second Empire de signaler ici l'existence d'un gros manuscrit jusqu'ici négligé par les historiens : les souvenirs du général Toussaint Desvaux. Ce général avait l'habitude de noter chaque soir ce qu'il avait vu et entendu dans la journée. Ses notes, accompagnées parfois de copies de documents, forment 21 volumes reliés, actuellement conservés au Musée de l'Armée<sup>1</sup>.

Le général, qui mourut célibataire, n'eut comme héritier qu'un neveu qui n'attribua sans doute que peu d'importance au journal intime tenu par son oncle de 1831 à 1884, puisque celui-ci fut découvert en 1908 chez un bouquiniste parisien par le commandant Emmanuel Martin. Cet historien militaire l'a complété par un livre d'ordres et dix-sept registres comprenant la correspondance et les journaux de marche des colonnes expéditionnaires que Desvaux commanda en Algérie, en Italie et pendant la guerre de 1870 ; il publia dans le *Carnet de la Sabretache* de 1908 à 1910 les récits de guerre qui lui parurent les plus importants<sup>2</sup>. Mais les pages de ces souvenirs qui intéressent la politique du Second Empire restèrent inédites. En 1951 ces 21 volumes de manuscrits appartenaient à M. Arlès-Dufour, et le Service historique de l'Armée n'ayant pas moyen de les faire verser dans ses archives, les fit acheter par le Musée de l'Armée, qui se chargea de les conserver dans sa bibliothèque du Palais des Invalides. Comme ce n'est pas la fonction ordinaire de cette bibliothèque, les historiens du Second Empire n'ont pas eu connaissance de cette source d'informations.

1. Cote : M 737. Le tome XXI est la copie du dossier du général conservé au ministère de la Guerre, avec portrait d'après une photographie du Musée de l'Armée. N° 1363/2, carton X, f° 550.

Les volumes qui concernent le Second Empire sont les tomes IV (Batna), V (Batna-Biskra), VIII (1852-1856 Biskra), VI (expédition du Maroc-Aurès en 1858-1859 — puits artésiens en 1858), VII (campagne d'Italie), X (voyage en Orient, Lunéville), XI (Lunéville), XII (voyage à Alger et Oran en 1870), VIII (Rezonville, armée de Metz, 1870).

Il y a une notice de quatre pages sur le général Desvaux dans R. PEYRONNET : *Livre d'or des officiers des affaires indigènes* (Alger, 1930, t. II), qui utilise les souvenirs du général PEIN et ceux du général DU BARRAIL (Paris, 1895, t. II), p. 144 sq., 258 sq., 261, 277.

2. Tome 16 (1908), p. 577-608, 641-672, 721-736 ; t. 17 (1909), p. 1-17, 65-81 ; 129-145, 225-239, 577-593, 641-657, 705-721, 769-785 ; t. 18 (1910), p. 33-57, 65-81, 129-145, 193-238, 289-300.